Le 16 février : pas de trêve, ni de pause !

Manifestation 10h00 Place du 1er Mai

Nous étions encore nombreuses et nombreux dans les rues de Clermont samedi 11 février, à l'appel des organisations syndicales professionnelles et des organisations de jeunesse du Puy de Dôme, pour affirmer notre refus de voir diminuer notre temps passé à la retraite pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs, du public comme du privé.

Et au-delà de ce refus, l'ensemble du monde du travail se questionne sur la vision et le rapport que nous entretenons chaque jour avec nos métiers dans nos entreprises et services. Alors même que de plus en plus de travailleurs·ses souffrent quotidiennement ou même décèdent sur leur lieu de travail, Macron et son gouvernement voudraient allonger notre temps de vie passé dans un rapport salarial.

C'est une vision profondément antisociale qui démontre que la Macronie considère que seul le travail réalisé et valorisé dans le mode de production capitaliste aurait une valeur contre toutes les réalités de notre société. Les retraité·es travaillent mais librement et contribuent de manière essentielle à notre société au travers des associations, en aidant leur prochain ou en profitant de quelques années de bonne santé hors des contraintes du capital.

Le projet Macron-Borne veut faire des pensions et de l'âge de départ à la retraite des variables d'ajustement pour financer des baisses d'impôts pour les entreprises et les actionnaires.

La question des retraites ne peut se penser sans lien avec la création et la répartition de la valeur produite par le fruit de notre travail, c'est-à-dire les ressources du système.

Ce gouvernement tente de nous convaincre que nous devons réduire les dépenses du système car il voit le travail comme une charge, comme un coût. Mais ce n'est pas comme ça que le système a été pensé et conçu à la sortie de la deuxième guerre mondiale.

Ses origines, profondément anticapitaliste, permettait d'utiliser une partie de la valeur produite par le travail pour financer des prestations auxquelles ont droit les salarié·es ainsi que leurs familles et qui couvrent de façon collective et solidaire un certain nombre de risques inhérents à l'activité et à l'existence comme la maladie, l'invalidité, les accidents du travail, le chômage, les dépenses liés à la naissance ou l'adoption d'enfants et bien entendu la retraite…

Sur nos fiches de salaire,
c'est ce que l'on nomme les cotisations sociales.

La cotisation sociale est au cœur du principe de solidarité. La cotisation sociale est un prélèvement sur la valeur produite par le travail qui permet une socialisation de cette valeur et le financement de la Sécurité sociale.

La distinction entre cotisation patronales et salariales est une construction purement comptable et financière. Le travail n'est pas une charge comme le patronat aime le nommer mais l'origine de la valeur produite. L'augmentation des cotisations sociales correspond à une socialisation plus importante du salaire.

Pour le financer, la CGT a un éventail de propositions claires et chiffrées :

c'est notre travail, et donc la cotisation qui doit financer la sécurité sociale et donc les retraites.

Nous voulons ajuster les ressources pour améliorer en profondeur le système de retraites solidaire actuel. Le projet de financement porté par la CGT explore plusieurs axes.

Outre la hausse des salaires, l'enjeu majeur reste la création d'emploi. En finir avec les exonérations de cotisations, mettre à contribution les revenus du capital, élargir l'assiette des revenus soumis à cotisations et augmenter les taux des cotisations retraites sont des leviers indispensables.

L'urgence sociale et l'urgence climatique doivent nous conduire à changer de modèle économique. Ce nouveau modèle doit intégrer une baisse du temps de travail, dont l'âge de départ en retraite est une modalité.

Ce qui se joue dans ce moment social historique, c'est bien de savoir quel choix de société nous voulons décider pour l'avenir de la jeunesse et de nos enfants.

"l'impuissance est une illusion. La force du cœur, l'intelligence, le courage, suffisent pour faire échec au destin et le renverser parfois.
Il faut seulement vouloir, non pas aveuglément, mais d'une volonté ferme et réfléchie".
Albert Camus.

Nous pouvons gagner et nous allons gagner. Toutes et tous ensemble, dans l'unité la plus large, nous allons écrire l'avenir . Ils ont voulu nous provoquer, ils vont devoir assumer.
Le gouvernement va devoir nous écouter, c'en est fini d'être borné.
Ce projet de réforme des retraites, c'est dans les poubelles de l'histoire que nous allons le renvoyer !

L'Union Départementale CGT du Puy de Dôme appelle à l'amplification de la mobilisation, à s'inscrire massivement dans la prochaine journée de grèves et de manifestations du 16 février 2023 et à tout mettre en œuvre pour généraliser les grèves dans les entreprises et services. L'UD CGT 63 demande à ses syndicats, ses syndiqué·es de multiplier les assemblées générales dans les entreprises et services, pour durcir le mouvement, mettre le pays à l'arrêt le 7 mars prochain et agir le 8 mars, journée internationale de luttes pour les droits des femmes. **Nous devons agir massivement pour que le gouvernement retire son projet de réforme !**

Manifestation 10h00 Place du 1er Mai

Jeudi 16 février - Clermont-Ferrand

Vous ne voulez pas en rester là! Ensemble, avec la CGT, nous serons plus forts. Contactez nous :

la cgt 63 — Une force à vos côtés

www.cgt63.fr

Union Départementale CGT du Puy de Dôme
Maison du Peuple, Place de la Liberté
63 000 Clermont-Ferrand
ud@cgt63.fr
Tél : 04 26 07 78 60

la cgt